

CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, M. MULRONEY, PREMIER MINISTRE DU CANADA, ET M. BOURASSA, PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC, NOTAMMENT SUR LE RÔLE DES PAYS FRANCOPHONES DANS L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT, QUÉBEC, VENDREDI 4 SEPTEMBRE 1987.

4 SEPTEMBER 1987 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames et messieurs, je résumerai. La France joue le rôle qui lui revient puisque la langue qui nous rassemble est partie de là et la culture aussi, bien que d'autres cultures - et heureusement - soient venues apporter leur lot et contribuer largement à donner à la francophonie son véritable sens : ce sont des cultures qui font la francophonie autour, naturellement, de la racine essentielle qu'est le français. Je remercie M. Mulroney qui a présidé ce sommet avec M. Bourassa de me donner la parole. Je le remercie de ses aimables propos mais ce qui est important pour moi et pour nous tous, c'est d'abord que ce soit le deuxième sommet. C'est important qu'il y en ait eu un deuxième. Et on annonce déjà le troisième, ce qui n'était, il y a peu de temps, qu'un projet lentement mûri à travers dix bonnes années et qui pouvait encore être remis en question. On a vu pour la deuxième fois quarante pays ou communautés se réunir, travailler, débattre, projeter. Et on peut désormais avoir l'assurance qu'un troisième sommet se réunira dans moins de deux ans - ce sera sans doute aux alentours de mars 1989 - au Sénégal à Dakar. C'est pourquoi le Président Diouf assumera la responsabilité de l'organiser.

- Voilà le premier point : la francophonie se met en place. Elle avance, elle adopte des projets, elle a décidé de se perpétuer. Nous sommes peut-être, je l'espère, à l'orée d'une nouvelle façon de concevoir les relations entre ces quarante et quelques pays nourris aux mêmes sources de la culture.

- Des réseaux ont été mis en place, des projets, des financements, et je voudrais m'en tenir à cinq données principales : agriculture, énergie, culture et communication, informations technique et scientifique, industrie de la langue. Voici les cinq points sur lesquels les participants de ce Sommet de Québec ont mis l'accent et ont déjà mis en place toute une série de propositions, de financements, d'initiatives qu'on appelle FIDI, sans négliger le reste. C'est clair, c'est concret, c'est précis, c'est décidé.

Dernière observation avant de laisser aux journalistes le soin de donner à cette rencontre son véritable sens, c'est l'intérêt porté par ce sommet de Québec à tous les problèmes touchant au développement. Je ne dirai pas "l'initiation" mais en tout cas la compréhension directe cette fois-ci des pays du Nord, et particulièrement sur ce continent, à l'égard des problèmes du développement. Il y a désormais un langage, un vocabulaire, un type de préoccupations, un souci prééminent qui rassemble tous ceux que vous savez, quarante et quelques pays ou communautés, autour de ce problème central. Ceci est d'autant plus justifié que, parmi nous, nombreux sont les pays en voie de développement qui connaissent les rigueurs, les peines, parfois les inquiétudes, les incertitudes sur l'avenir et qui, en même temps, essaient de faire entendre leurs voix, soit tous ensemble, soit particulièrement.

- Je pense à l'Afrique, continent particulièrement touché par le sous-développement. Alors, tout cela nous donne un langage commun. Nous avons très fortement ressenti - nous en parlions monsieur Mulroney et moi, il y a quelques instants - cette sorte de novation : la francophonie considérée comme l'un des moyens, l'un des passages qui permettront aux problèmes du développement dans le monde d'être désormais reçu comme l'un des principaux. On pourrait dire que le problème essentiel est celui de la paix, sous forme de l'armement et du désarmement, des affrontements locaux, généraux - ce danger pour la paix que représentent ces multiples affrontements. Mais il est un autre problème d'une égale importance - il serait bien difficile d'établir un classement - : c'est le développement ou le sous-développement générateur de crises, de discordes, de conflits, qui dans le temps, sur le siècle qui vient, risque d'aggraver incommensurablement les tensions, susciter les désordres de toutes sortes. L'élément d'abord culturel apporté par la francophonie, puis maintenant que nous nous connaissons, que nous existons, que nous travaillons, les réponses que nous voulons apporter aux questions tout à fait positives et concrètes dans les domaines que je viens de citer font qu'en réalité, le problème du développement devient pour nous tous une priorité. Il l'était déjà pour certains, il ne l'était pas pour tous, pas en tout cas pour tous ceux qui hors de la francophonie ont plus que leur mot à dire dans les

affaires du monde.

- Je crois qu'il y a eu une excellente organisation, nous l'avons ressentie tout au long de ce sommet de Québec, nous avons reçu une très bonne hospitalité, agréable et chaleureuse. Je tiens à remercier les responsables qui sont essentiellement ceux du Canada et du Québec.

- C'est maintenant à vous, mesdames et messieurs, de vous adresser à qui vous voudrez parmi ceux qui sont ici pour éclairer votre lanterne, si elle en a besoin, bien entendu.\

QUESTION.- (Radio Méditerranée internationale) Messieurs, sans vouloir bien entendu minimiser ce qui a été fait et décidé au-delà de la valse des dollars nouveaux, y a-t-il un grand projet, un grand dessein francophone ? Je m'explique, on a un petit peu le sentiment quand même que ces assises au plus haut niveau ont picoré dans ce qui existait déjà, soit au niveau bilatéral, gouvernemental, soit au niveau d'organisations non gouvernementales, y a-t-il un grand dessein francophone ?

- LE PRESIDENT.- A qui vous adressez-vous, monsieur ?

- LE JOURNALISTE.- Au plus habilitée...

- M. MULRONEY.- Alors je cède la parole au Président de la République.

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, on ne va pas jouer avec les mots, on peut dire "picorer" si on a l'esprit critique, et quel journaliste n'a pas l'esprit critique ? Et puis il n'y a pas qu'eux, moi aussi quand je vous entends. Donc, qu'est-ce que cela veut dire un grand projet ? Eh bien le grand projet de la francophonie, et, monsieur, vous pardonneriez la redondance, c'est la francophonie. Ca ne vous dit rien ? Si, je suppose. Et ça se comprend tout de suite. Il y a des pays où l'on parle français, il y a 130 à 140 millions de gens dans le monde comme ça, il y a des Etats qui sont essentiellement francophones, d'autres qui ne le sont que pour partie. Le plus souvent ils s'ignoraient, désormais ils s'organisent pour défendre leur langue et donc leur culture et surtout apporter ce que chacun représente sur le -plan culturel et qui est complémentaire.

- Le français profite aussi des langues qui sont pratiquées dans les Etats qui s'associent à cette tâche. Voilà mon projet. "Est-ce que vous en avez un ?" Eh bien c'est celui-là ! D'ailleurs il est écrit sur tous les documents qui sont diffusés, c'est celui qui s'impose. Est-ce qu'il y en a d'autres ? A partir de là il faut bien mettre en oeuvre, et si on ne met pas en oeuvre, on dit "alors vous rêvez, vous faites de l'abstraction, ce sont des grands mots, il n'y a pas de pratique". Je vous en donne cinq là, ça ne vous suffit pas ? C'est déjà une bonne façon de picorer que de s'occuper des problèmes de l'agriculture, de l'énergie, de la culture et de la communication, des techniques scientifiques de l'information, des industries de la langue, et il est dommage que je n'en ai pas ajouté d'autres parce qu'on n'a pas eu le temps, et parce que ce sera pour les autres fois. Mais alors dans ce cas-là j'aurai "picoré" un maximum.\

`Suite sur le grand dessein francophone`

- Et je disais aussi que ce qui se dégage du sommet, ce qui n'était peut-être pas exactement prévu, qui est un grand souci, il faut le dire, de la France, et je crois pouvoir le dire aussi du Canada puisque nous avons coutume de parler le même langage dans les grandes conférences où nous nous retrouvons, en particulier dans les conférences des sept pays les plus industrialisés : c'est le développement, c'est ce qu'on appelle le tiers monde d'un terme un peu confus d'ailleurs - il faudrait beaucoup de nuances dans tout cela -, ce sont les aides multilatérales, ce sont les aides bilatérales. C'est la marche vers le 0,7 % de contribution absolument indispensable - 0,7 % par -rapport au produit national brut de chaque pays -. Alors que l'on constatait récemment à Venise - on avait la liste des sept - les proportions des apports : et la France se trouvait en premier. Alors qu'elle n'atteint même pas 0,7, (non compris bien entendu ses propres territoires ou départements d'outre-mer), elle arrive à 0,5 et quelque. Et puis on retrouvait derrière la France, le Canada, on retrouvait l'Allemagne... et les autres pays comme le Japon et les Etats-Unis d'Amérique arrivaient à 2,2 ou 2,3. C'est vrai qu'il y a d'autres canaux par où passent des aides & ce sont des calculs qui ne peuvent pas être considérés d'une façon trop simple, mais enfin au total les résultats sont là. La France est par ailleurs membre de la communauté européenne `CEE`, et elle a retrouvé à Québec parmi les représentants des pays francophones, le Président et le Premier ministre de Belgique qui lui-même siégeait à Venise comme Président de la Communauté. Tout cela ça fait masse. Cela élargit la connaissance de ces problèmes et l'engagement des pays en question. On va essayer de trouver des actions, de plus en plus conséquentes et substantielles, monsieur, à vous fournir chaque fois qu'on se rencontrera. C'est déjà pas mal \

revenir, chaque fois qu'on se rencontrera, c'est déjà pas mal.

(Question au Président du Sénégal).

- (Question de Radio Canada à MM. Mulroney et Bourassa).

- (Question au Premier ministre du Canada).

- QUESTION.- (Peroncel-Hugos, Le Monde) Ma question est double, elle s'adresse au Président français et au Premier ministre canadien. Est-ce que la question de la création audiovisuelle francophone d'une part et est-ce que la réforme, le dossier de la réforme de l'agence de coopération culturelle et technique ont été traités au fond au cours du sommet et si oui quelles mesures, quelles perspectives ont été dégagées ?

- M. MULRONEY.- Vu que M. Bourassa a présidé les délibérations dans cette formule, à ce moment je lui demanderai de répondre de façon précise à votre question.

- M. BOURASSA.- Pour ce qui a trait à TV5, ces choses-là ont été annoncées régulièrement depuis hier, on s'est engagé à poursuivre la réalisation du réseau en Amérique et éventuellement dans les Caraïbes, et éventuellement sur le -plan international.

- QUESTION.- TV5, c'est réglé. Pour nourrir, est-ce que vous avez envisagé par exemple la préparation de programmes en commun avec les pays ?

- M. BOURASSA.- Il a été discuté l'intérêt de la réalisation de co-productions entre les pays francophones, précisément pour alimenter la programmation de TV5. Pour ce qui a trait à la structure de l'Agence de Coopération Technique et Culturelle, nous sommes tombés d'accord pour que l'Agence continue de jouer un rôle clé dans la réalisation des conclusions du sommet. Nous sommes également tombés d'accord pour que les fonds additionnels puissent être gérés par l'Agence mais dans des fonds spéciaux, c'est-à-dire par la réalisation de projets concrets et précis. Le choix était soit d'augmenter le budget de fonctionnement de l'Agence, soit d'augmenter le budget de différents projets spéciaux. Un consensus s'est dégagé sur l'augmentation du budget de différents projets spéciaux permettant à l'Agence de jouer ce rôle que nous considérons très important, déterminant, d'éviter la multiplication des structures mais de permettre en même temps la réalisation d'objectifs très précis avec un organisme qui existe depuis une vingtaine d'années.

- LE PRESIDENT.- Je dirai juste un mot. Je confirmerai simplement ce qui vient d'être dit par M. Bourassa. Simplement cette remarque : j'ai souvent observé que l'on avait tendance à multiplier les moyens de communication, mais que l'on ne pensait pas assez aux moyens de remplir ces contenants. On est très fort pour multiplier les réseaux, mais le contenu et spécialement le contenu culturel, prend du retard. La question se posera bientôt pour les satellites car les pays européens ne sont en mesure de produire que quelques 25000 heures sur les 125000 qui seront nécessaires. Il faut absolument que la France, qui naturellement y est prête, fasse l'effort nécessaire. Encore faudrait-il également que la production culturelle des chaînes n'aille pas - comme c'est parfois le cas - en s'appauvrissant. Donc vous mettez l'accent sur un point essentiel, M. Peroncel-Hugoz. Le fait que cela ait été dit ici et devant plusieurs chefs d'Etat me paraît très utile.

QUESTION.- On veut promouvoir la coopération agricole, énergétique, on sait que l'une des tares de l'aide au développement a toujours été l'inadéquation avec les besoins des pays auxquels elle s'adresse, est-ce que ce sommet a mené une réflexion dans ce sens pour que nous n'ayons plus à parvenir aux résultats qu'on a toujours déplorés dans le passé ?

- LE PRESIDENT.- L'aide dans ce domaine a bien des défauts, elle a aussi des avantages. S'il y a une inadéquation, il faut mieux s'adapter, tout cela c'est l'expérience qui l'apprend. Ce qui est vrai, c'est que l'un des objectifs essentiels de la lutte pour le développement c'est de parvenir à l'autosuffisance alimentaire, partout où il y a insuffisance. C'est un objectif majeur et pour y parvenir cela ne se fera pas par des distributions de produits alimentaires - c'est quelquefois nécessaire, voyez la grande crise climatique du Sahel - c'est parfois nécessaire mais ce n'est jamais le vrai remède. Le vrai remède, il est dans la formation des hommes et dans leurs connaissances des techniques qui permettront d'aboutir à une productivité agricole démultipliée, en tout cas qui peut être multipliée par 2 ou par 4 dès maintenant grâce aux progrès de la science et à l'aménagement des sols. Tout cela, bien entendu, nous en avons parlé et comment cela ne viendrait-il pas à l'esprit puisque l'on sait qu'une réponse peut être apportée pour nourrir des millions et des millions d'hommes sur la terre. Donc cette adaptation se fait tous les jours. J'ai vu moi-même dans plusieurs de ces pays que, quelquefois, on avait péché par

gigantisme. Chacun a demandé son grand barrage, puis on s'est aperçu - et je pense notamment aux expériences de Burkina-Faso - que des petites dérivations d'eau pouvaient répondre à la question... On s'adapte selon la -nature du terrain, selon la -nature des besoins, selon les moyens de la nature. L'expérience apprend qu'il faut modifier ce qui a été fait jusqu'ici. Comment voulez-vous que l'on n'y pense pas ? De quoi aurait-on parlé pendant ces jours !\

QUESTION.- Maintenant que la presque totalité des peuples d'Afrique et du peuple français est résolue à se concentrer au sein de la francophonie ou du Commonwealth, est-ce que vous ne pensez pas que le sommet franco-africain apparaît désormais comme une dispersion d'efforts et d'énergie ?

- LE PRESIDENT.- On pourrait s'interroger : "où se trouve la dispersion ?" Mais enfin ce qui est vrai c'est qu'il y a beaucoup de pays qui ne sont pas africains et qui participent à la francophonie, c'était le cas au sommet de Paris, c'est le cas au sommet de Québec. Et on ne parle pas exactement des mêmes choses. La France a beaucoup de problèmes à régler, tout à fait spécifiques, avec chacun des pays africains qui siègent à la conférence franco-africaine. Elle siègera d'ailleurs au mois de décembre prochain en France. L'année dernière, c'était à Lomé : une année en France, une année en Afrique. Il y a des réunions de commissions mixtes entre les représentants des Etats africains et les représentants de la France qui débattent de mille et un projets tout à fait concrets pour contribuer au développement de ces pays. Cela serait très difficilement examiné d'une façon aussi précise et financé par l'ensemble des pays appartenant à la francophonie, si dans une situation idéale, on arrivait à confondre les choses et à faire qu'il y ait de plus en plus de pays extérieurs au sommet franco-africain qui viennent mettre la main à la pâte et surtout apporter leurs finances pour contribuer à la réalisation des projets dont nous discutons, nous, Sénégal - France, Cameroun - France, etc ... pourquoi pas ! Nous n'en sommes pas là. Je répète que la France est l'un des rares pays tout à fait engagé dans une contribution financière importante par -rapport à ses moyens, très au-dessus de la plupart des pays du monde. Demandez l'avis des pays africains : est-ce qu'ils ont envie que ces sommets africains disparaissent ? Je ne le pense pas. Ils seraient eux-mêmes demandeurs parce qu'ils ont des affaires pratiques à traiter avec nous. Comme en plus nous avons des relations très anciennes et généralement amicales, cela crée véritablement un lieu privilégié où l'on peut débattre de toutes nos affaires. Mais enfin, sur la distance on verra bien. Je souhaite simplement que les pays francophones qui ne sont pas dans les sommets franco-africains veuillent bien consentir à un effort comparable à celui que la France assume aujourd'hui à l'égard de l'ensemble de l'Afrique.\

QUESTION.- Le Président Léopold Sedar Senghor avait souhaité que la question des droits de l'homme soit évoquée lors de ce sommet ? Est-ce que le sujet a été discuté et si oui qu'est-ce qu'il est ressorti des discussions ?

- M. MULRONEY.- Oui, le sujet a été discuté. J'en ai fait -état personnellement dans mon discours d'ouverture, j'ai soulevé la question en d'autres circonstances. Les traditions canadiennes sont bien dans ce domaine. Il a été question par le gouvernement du Canada à ce sommet. Ce n'est que la deuxième fois que le sommet des pays francophones se tient. Alors nous ne pouvons pas, bien sûr, régler tous les problèmes du jour au lendemain. La question a été abordée et en ce qui concerne le Canada et la France, cela a été abordé publiquement, dès l'ouverture. Nous voulons que cette question importante demeure comme objet important de débats pour l'avenir. Voilà la position du Canada et je demanderai au Président de la République de compléter.

- LE PRESIDENT.- J'en ai parlé moi-même dans le discours d'ouverture, comme l'a fait M. Mulroney. Nous n'avons pas été les seuls et nous en avons parlé en cours de route. J'ai d'ailleurs lu avec attention les rapports d'un certain nombre d'organismes spécialisés - je pense à Amnesty International - qui constatait que dans bon nombre de pays qui siégeaient au sommet, des progrès avaient été enregistrés même s'ils ne sont pas suffisants. Il y a toujours des problèmes d'Etat. Nous n'avons pas pour charge d'organiser une sorte de police collective sur la façon dont fonctionnent les états participants. Je dis clairement que la francophonie pose naturellement dans l'immédiat ou à long terme, le problème de la démocratie. Cela dit, il faut tenir compte des réalités, des situations diverses, des degrés d'évolution dans la conception des institutions qui permettent la démocratie, la -nature du développement. Le sous-développement compte pour beaucoup dans l'appréhension de la démocratie. Il faut constater qu'il y a des normes qui s'imposent partout où les pays ont été en mesure d'instituer une démocratie. Ils

étaient arrivés à un certain niveau de développement matériel, comme de développement culturel. A mon sens, la francophonie pose nécessairement cette question. Mais il faut lui laisser le temps de mûrir, et cela va dans ce sens pas dans l'autre. Nous ne sommes pas indifférents à ce type de problèmes.\

QUESTION.- Grâce à la francophonie, je réside en France. Ma question s'adresse à vous tous. La francophonie se veut une grande famille humaine, la culture, les habitudes, cela veut dire que vous mettez tout cela en commun. J'aimerais savoir les conclusions que vous avez données aux problèmes de l'émigration dans les pays développés. Je parle particulièrement de la France parce que je connais, étant donné que je vis en France, et je sais combien le problème des cartes de séjour est tellement très dramatique pour le pays africain, spécialement noir africain. Qu'est-ce que le sommet actuel nous donne comme chance ou comme espoir pour pouvoir réaliser nos problèmes d'immigration dans les pays développés ?

- LE PRESIDENT.- La France a toujours largement ouvert ses portes. C'est une de ses plus grandes traditions. Vous avez regardé l'histoire de France, elle est faite de vagues d'immigration. Son origine même est une origine diverse, multiple, sa langue est un composé, et c'est ce qui fait son originalité. Elle continue d'être ouverte et elle doit continuer de l'être. Il faut distinguer deux choses : la France est un pays plutôt recherché & la France est un pays qui a des lois qui assurent autant que possible l'équilibre de sa société. Beaucoup d'étrangers immigrés viennent, munis de contrat de travail dans des conditions prévues par nos lois, beaucoup viennent en dehors de ces lois. Il est normal que les premiers soient protégés autrement que les seconds. On est bien obligé de veiller à la capacité d'absorption, surtout sur le -plan du travail, de notre société française. Ce qui est refusé et ce que je refuse en premier au nom de la France, avant tout autre Français, c'est toute discrimination, toute ségrégation. On doit tendre de plus en plus, quand ce n'est pas encore le cas, à ce que les pratiques sociales, économiques, salariales, la participation à la vie locale, les mesures de police, les mesures de justice, soient telles qu'il n'y ait pas de différence de traitement entre toutes les personnes qui travaillent chez nous, quelles que soient leurs origines. Celles et ceux qui viennent chez nous - et je comprends bien leur mouvement - montrent bien justement, et votre question le prouve à son tour, que l'on compte beaucoup sur cette -nature ouverte de la France. Quant à cette immigration clandestine qui a eu tendance à se multiplier, on cherche à en régler le cours par des accords avec les pays d'où proviennent ces immigrés. On arrive généralement à une bonne entente. Nous avons des relations très positives et généralement cordiales avec les pays concernés.

- Donc la situation n'est pas dramatique. Si elle le devenait, il faut bien vous imaginer qu'il y a dans le fond du peuple français des forces très puissantes de tous ordres, spirituel, politique, intellectuel, tout simplement humain, des traditions et des besoins, des intérêts qui feraient que immense serait la coalition de ceux qui interdiraient toute restriction où l'on retrouverait la mauvaise odeur de la ségrégation. Je crois pouvoir vous rassurer quant aux cartes de séjour. C'est vrai elles sont soumises à un certain nombre de conditions dans le temps. Ceci doit d'ailleurs être surveillé avec une grande précision : l'on voit parfois des gens qui font bien leur travail, qui sont de bons citoyens, qui se comportent très bien, qui ont bâti leur famille et qui se trouvent soudain affrontés à des mesures de police qui peuvent les blesser gravement. Là dessus, je peux vous dire que jamais je ne consentirai dans la mesure de mon pouvoir à ce que cela puisse devenir contagieux dans notre société.

- Quant aux cas particuliers, madame, il faut nous en saisir, on ne peut pas les traiter ici.\

QUESTION.- Un des soucis légitimes du sommet des chefs d'Etat est d'assurer à la francophonie la conquête de la modernité qui est déjà bien commencée. Or, une des grandes conquêtes de l'humanité qui est en train de commencer c'est la conquête spatiale, la technologie spatiale est un des grands domaines de la modernité de l'humanité notamment vers le prochain siècle. Or, la France est une grande puissance spatiale, la troisième puissance spatiale mondiale mais malgré cela dans l'opinion publique le rôle de la langue française comme grande langue de la conquête spatiale n'apparaît pas assez, ce qui a permis à Patrick Baudry, un spationaute français de dire alors qu'il lançait un (inaudible) en France de dire que l'avenir du Français dans la conquête spatiale était nul et que seule la langue anglaise pouvait être la langue de la conquête spatiale. Est-ce que le sommet des chefs d'Etat ne pourrait pas comme une des prochaines ambitions de la francophonie essayer de rassembler tous les grands efforts qui sont faits dans le monde francophone et notamment par la France pour que la

grands efforts qui sont faits dans le monde francophone et notamment par la France pour que la langue française apparaisse de plus en plus comme la langue au côté du russe et de l'américain comme une grande langue de la conquête spatiale en aidant à la formation des hommes, en aidant à la redistribution des retombées de la conquête spatiale "SPOT" etc pour que cela devienne une grande affaire de la francophonie et pas seulement de la France ?

- LE PRESIDENT.- C'est une idée très juste. Vous l'avez vous-même dit : l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique avaient une grande avance. Mais la France s'est placée parmi les premiers pays du monde dans ce domaine et n'en restera pas là. J'ai moi-même proposé la création d'Eurêka qui permet pour les hautes technologies - et les technologies spatiales s'inscrivent en premier parmi elles - de réunir déjà dix huit pays d'Europe, la Communauté puis six autres. Des demandes nous sont d'ailleurs faites par plusieurs pays américains, par l'Union soviétique, par des pays asiatiques pour avoir une part à cette mise en pratique industrielle à la faveur de programmes déterminés par les industries compétentes. Je pense donc qu'il faut en effet faire un effort dans cette direction. Je suis très content que vous ayez dit cela car cela rencontre tout à fait mon sentiment et l'on préfère naturellement toujours les questions qui vont dans son propre sens ! Enfin c'est ce que j'éprouve en cet instant. J'ajouterai que par un malin retour des choses votre américain et parfois votre russe c'est très souvent du grec...\

QUESTION.- Au-delà de la grande tarte des projets retenus et des résolutions adoptées au cours de ce sommet, on a beaucoup parlé avant Québec et peut-être même après, de cette concurrence, voire cette rivalité entre la France et le Canada à vouloir mettre tout leur poids sur la balance pour s'attirer les sympathies des uns et des autres des pays francophones en voie de développement. Si cette rivalité se confirme ne risque-t-elle d'affecter l'équilibre des rapports entre pays francophones, équilibre que vous avez reconnu nécessaire dans votre déclaration de solidarité à la fin de ce sommet ? Peut-être aussi que je me trompe, alors auriez-vous l'obligeance, monsieur le Président, d'éclairer la presse internationale sur la réalité des choses.

- M. MULRONEY.- Je vais demander au Président de la République de lui donner le dernier mot mais avant je tiens à vous dire qu'il n'y a aucune rivalité entre la France et le Canada, au contraire, nous sommes des partenaires dans le développement, nous sommes des partenaires au sommet de Venise, nous sommes des partenaires au sommet de la francophonie, nous sommes deux grandes démocraties, à tradition libérale, avec des valeurs sûres que nous défendons en toute circonstance de notre mieux. Compte tenu de notre histoire, voilà nous avons l'occasion de participer activement avec la France dans une nouvelle aventure internationale qui s'appelle maintenant la francophonie mais nous ne sommes nullement des concurrents mais nous sommes des collaborateurs unis afin d'apporter une collaboration, une contribution substantielle aux pays en voie de développement et aux grandes questions internationales. Nous sommes des amis.

- LE PRESIDENT.- L'amitié n'interdit pas une saine émulation. Finalement on y gagne n'est-ce pas ? En tout cas la francophonie, cela se passe très bien, les relations bonnes. De temps en temps quand même, une mie se met sur la table qui donne envie à l'autre pays d'en faire autant et même un peu plus. Dans un premier mouvement ! Car dans le deuxième, on regarde les comptes. Mais je le répète, c'est l'émulation. L'état dans lequel se trouvent le Canada et la France est encore très loin de la ligne rouge où l'on assisterait à une compétition brutale pour conquérir des zones d'influence. La France qui exerce la sienne depuis longtemps notamment en Afrique sent qu'il y a tant de besoins qu'elle ne peut que se réjouir de voir un grand pays s'y impliquer lui aussi, avec son caractère, son talent, ses techniques qui sont souvent de premier rang. Donc ce n'est pas une inquiétude à avoir. Maintenant c'est aux autres pays représentés éminemment par un homme comme le Président Diouf de veiller à cela. Comme il va présider, il nous dira bien ce qu'il convient de faire. Je suis sûr qu'il ne se plaindra pas de voir le Canada ou la France faire un peu plus par souci de ne pas apparaître comme le petit dernier. Alors, allons-y.\